

Zeitschrift: Schweizerisches Handelsamtsblatt = Feuille officielle suisse du commerce = Foglio ufficiale svizzero di commercio
Herausgeber: Staatssekretariat für Wirtschaft
Band: 2 (1884)
Heft: 6

Heft

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 13.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Schweizerisches Handelsamtsblatt

Feuille officielle suisse du commerce — Foglio ufficiale svizzero di commercio

Bern, 20. Januar — Berne, le 20 Janvier — Berna, li 20 Gennajo

Publikationsorgan der eidgenössischen Departemente für Finanzen, Zoll und Handel
Organe de publicité des Départements fédéraux des Finances, des Péages et du Commerce
Organo di Pubblicità dei Dipartimenti federali per le Finanze, i Dazi ed il Commercio

Jährlicher Abonnementspreis Fr. 5. — Abonnements nehmen alle Postämter sowie die Expedition des *Schweiz. Handelsamtsblattes* in Bern entgegen.
Abonnement annuel Fr. 5. — On s'abonne auprès des bureaux de poste et à l'expédition de la *Feuille officielle suisse du commerce* à Berne.
Prezzo delle associazioni Fr. 5. — Associazioni presso gli uffici postali ed alla spedizione del *Foglio ufficiale svizzero di commercio* a Berna.

Anzeige.

Vom Jahrgang 1883 des schweizerischen Handelsamtsblattes sind noch ungefähr 700 vollständige uneingebundene Bände (I. u. II. Theil) vorrätig. Jeder solche Band bildet mit dem gegenwärtig unter der Presse befindlichen alphabetischen Register ein nützliches Nachschlagebuch, indem alle in Bezug auf eine Firma im Laufe des Jahres erfolgten Publikationen (Eintrag, Aenderung, Löschung etc.) rasch gefunden werden können.

Der Band wird sammt Register zu 5 Fr. abgegeben. Bestellungen nimmt die Expedition dieses Blattes (Buchdruckerei Jent & Reinert in Bern) entgegen.

Avis.

Il reste encore environ 700 collections complètes (non reliées) de la première année (1883) de la Feuille officielle suisse du commerce. Chacun de ces volumes forme, avec le répertoire alphabétique actuellement sous presse, un utile recueil de renseignements que l'on consultera avec fruits, car toutes les indications concernant les raisons de commerce (inscription, modification, radiation, etc) peuvent y être facilement et rapidement trouvées.

Le volume, y compris le répertoire, ne coûte que 5 fr.; on peut s'en procurer des exemplaires auprès de l'expédition de cette feuille (imprimerie Jent & Reinert à Berne) chargée de recevoir les demandes.

Avviso.

Sono a disposizione del pubblico ancora circa 700 collezioni complete, non legate, parte I^a e II^a della prima annata (1883) del Foglio ufficiale svizzero del commercio. Ciascuno di questi volumi forma una raccolta di informazioni utili da consultarsi con vantaggio, grazie alla facilità che offre di trovare prontamente tutte quelle indicazioni che riguardano l'iscrizione, i cambiamenti e l'estinzione delle ditte di commercio.

Questo volume munito del proprio repertorio non costa più di fr. 5 e puossene aver degli esemplari appresso della spedizione di questo foglio (stamperia Jent & Reinert a Berna), incaricata di ricevere i comandi.

Amtlicher Theil. — Partie officielle. — Parte ufficiale.

Bekanntmachungen nach Maassgabe des schweizerischen Obligationenrechtes. Publications prévues par le Code fédéral des obligations.

Sommatton.

Nous président du tribunal du district des Franches-Montagnes, canton de Berne, en conformité des art. 851 et 852 du Code fédéral des obligations:

Attendu qu'il résulte d'une déclaration délivrée par la Caisse d'épargne et de crédit du même district que le Sieur François Vermeille, ci-devant voiturier à Muriaux, était propriétaire d'une action primitive de cent francs, sur le dit établissement;

Que cette action se trouve égarée;

Sommons par les présentes le détenteur de ce titre, portant le n^o 13, à le produire dans le délai de 3 ans, à partir de la présente publication, faute de quoi l'annulation en sera prononcée conformément à la loi;

Faisons en outre, à la requête de M. Ariste Frésard, maire à Saignelégier, propriétaire actuel de la dite action, défense à la Caisse d'épargne et de crédit des Franches-Montagnes, débitrice du titre en question, d'en payer le montant, sous peine de payer deux fois.

Saignelégier, le 15 janvier 1884.

Le président du tribunal des Franches-Montagnes:

Dr. Queloz.

Mit Bewilligung des Obergerichtes wird anmit der Inhaber der vermißten Obligationen der Zürcher Kantonbank

Nr. 97,655 im Betrage von 500 Fr., d. d. 11. November 1879, mit Coupons per 15. Januar und 15. Juli u. ff.;

Nr. 123,639 in demselben Betrage, d. d. 20. Juni 1881, mit Coupons per 31. Mai und 30. November 1882 u. ff.;

oder wer sonst über dieselben Auskunft zu geben im Stande ist, aufgefordert, binnen zwei Jahren, vom 30. Dezember 1882 an gerechnet, in der Kanzlei des Bezirksgerichtes Zürich sich zu melden, unter der Androhung, daß sonst die bezeichneten Obligationen nebst Coupons kraftlos erklärt und die Ausstellung allein gültiger Duplikate bewilligt würde.

Zürich, den 19. Januar 1883.

Im Namen des Bezirksgerichtes,

Der Gerichtsschreiber:

H. Schurter.

Handelsregistereinträge — Inscriptions au Registre du Commerce — Iscrizioni nel Registro di Commercio

I. Hauptregister — I. Registre principal — I. Registro principale

Kanton Bern — Canton de Berne — Cantone di Berna

Bureau Biel.

1884. 11. Januar. Die im Handelsregister von Biel unter Nr. 74 vom 27. Januar 1883 eingetragene und im Handelsamtsblatt Nr. 14 vom 6. Februar 1883 publizirte Firma *David Nordmann* in Biel ist in Aktiven und Passiven auf die Firma *David Nordmann & C^o* in Biel übergegangen. Inhaber dieser am 15. Mai 1883 gegründeten Kollektivgesellschaft sind nummehr die Herren David Nordmann von Belfort und dessen Schwiegersohn Albert Blum, ebenfalls von Belfort, beide in Biel. Natur des Geschäfts: Uhrenfabrikation im Neuquartier Nr. 40.

11. Januar. Inhaber der schon vor dem 1. Januar 1883 bestandenen Firma *E. Indermühle* in Biel ist Herr Emil Indermühle von Amsoldingen, Assortiments-Fabrikant in Biel. Natur des Geschäfts: Fabrikation von Assortiments in Biel.

Bureau de Delémont.

14 janvier. Par acte arrêté en assemblée générale le 22 août 1883 par 32 sociétaires, représentant 58 voix, soit plus des deux tiers des voix qui sont en totalité au nombre de 77 voix, la *Société de consommation de Delémont*, inscrite au journal sous n^o 145, le 5 avril 1883, et publiée dans la Feuille officielle du commerce sous la date du 2 juin 1883, a révisé ses statuts ainsi qu'il suit: La société anonyme fondée à Delémont le 7 janvier 1880 conserve son titre de *Société de consommation de Delémont*; son siège reste fixé à Delémont, avec faculté pour le comité d'établir des succursales dans les localités où il le jugera à propos. La durée de la société est illimitée. La société continuera à avoir pour but la fabrication, la vente du pain et des denrées alimentaires à des prix aussi modiques que possible. Le fonds social reste fixé à fr. 20,000, divisé en 200 actions de cent francs entièrement libérées. Ce capital sera successivement porté à fr. 25,000 au moyen de 50 nouvelles actions de fr. 100. Les actions sont nominales et transmissibles. La déclaration de transfert sera simultanément faite au dos de l'action transférée et signée par le président et le secrétaire du comité. La société est administrée par: a. l'assemblée

générale des actionnaires, b. un comité de neuf membres lesquels sont en même temps contrôleurs, l'un gérant. L'assemblée élit les membres du conseil ou comité d'administration, lesquels doivent être actionnaires; celui-ci nomme le gérant. Le comité d'administration se constitue lui-même et désigne son président et son secrétaire; il est élu pour une année et est rééligible. Le gérant est chargé de la gestion des affaires de la société sous la surveillance du comité, qu'il est tenu de consulter dans toutes les affaires importantes. Il a la surveillance des succursales et a seul la signature sociale; en cas d'empêchement du gérant, le président et le secrétaire signeront collectivement. Le gérant devra posséder pour fr. 1000 d'actions qui seront inaliénables. Il ne peut exercer par lui-même ou pour son propre compte aucun commerce ou industrie. Il peut de son propre chef conclure des achats pour le compte de la société jusqu'à concurrence de fr. 500 par facture. Les achats plus importants sont faits par le comité sur le préavis du gérant. Les attributions de celui-ci figurent plus spécialement dans son contrat d'engagement. Toute convocation du comité ou de l'assemblée se fait par cartes. Actuellement le comité ou conseil d'administration est composé de: 1° président: Emile Boéchat, maire; 2° secrétaire: Henri Duvoisin, directeur du programme; 3° membres: Charles Klays, banquier; Louis Parod, négociant, tous à Delémont; Joseph Schaller, contre-maitre, et Joseph Hug, caissier, les deux à Choizeux; Barth, directeur, et Bonnod, caissier, les deux à Bassecour. M. Louis Parod, prénommé, remplira provisoirement les fonctions de gérant.

15 janvier. La raison **Chavanne frères**, à Delémont, dont le seul chef était Victor Chavanne, de La Ferrière, est radiée d'office ensuite de la faillite du titulaire prononcée par jugement du tribunal consulaire du district de Delémont, à la date du 8 janvier 1884.

Bureau de Neuveville.

15 janvier. Sous la raison sociale **Bourguignon, Landolt & C^e**, à Neuveville, il a été fondé à partir du 1^{er} janvier 1884, entre MM. Gustave Bourguignon, Jean-Frédéric Landolt, Charles Schnider-Gibollet et Antoine Orlandi, tous à Neuveville, une société en nom collectif, dont le but essentiel est de distribuer et louer l'eau provenant des sources appartenant à la société. MM. Bourguignon et Landolt sont seuls autorisés à signer.

Kanton Luzern — Canton de Lucerne — Cantone di Lucerna

1884. 15. Januar. Inhaber der Firma **Anton Wolf** in Luzern ist Anton Wolf von Ruswyl, wohnhaft in Luzern. Natur des Geschäftes: Conditorei.

15. Januar. Inhaber der Firma **Alb. Schubiger** in Luzern ist Albert Schubiger von Utznach, wohnhaft in Luzern. Natur des Geschäftes: Pelzwarenfabrikation, chirurgische Gummiartikel und Bandagen. Geschäftslokal: Kapellgasse 262.

15. Januar. Inhaber der Firma **Josef Lötscher** in Schüpfheim ist Josef Lötscher von und in Schüpfheim. Natur des Geschäftes: Tuch- und Schuhwarenhandlung.

15. Januar. Inhaber der Firma **Gustav Kauth** in Luzern ist Gustav Kauth von Thalwil, wohnhaft in Luzern. Natur des Geschäftes: Chemisch-technische Produkte en gros.

15. Januar. Inhaber der Firma **Al. Zimmermann** in Weggis ist Alois Zimmermann von und in Weggis. Natur des Geschäftes: Spezereihandlung. Geschäftslokal: Schönbühl.

15. Januar. Inhaber der Firma **Vinzenz Roth** in Root ist Vinzenz Roth von Fischbach, wohnhaft in Root. Natur des Geschäftes: Bäckerei und Spezereihandlung.

15. Januar. Inhaber der Firma **Ant. Bühlmann** in Horw ist Anton Bühlmann von Werthenstein, wohnhaft in Horw. Natur des Geschäftes: Bäckerei und Mehlhandlung.

15. Januar. Inhaber der Firma **Kaspar Koller** in Adligenschwyl ist Kaspar Koller von und in Adligenschwyl. Natur des Geschäftes: Müller und Bäcker.

15. Januar. Inhaber der Firma **Karl Kauffmann-Genhart** in Luzern ist Karl Kauffmann-Genhart von und in Luzern. Natur des Geschäftes: Metzgergeschäft. Geschäftslokal: Metzgerrain 353.

15. Januar. Inhaber der Firma **Baptist Schnieper** in Luzern ist Baptist Schnieper von und in Luzern. Natur des Geschäftes: Schreibmaterialienhandlung.

16. Januar. Inhaber der Firma **Jean Zumburn** in Luzern ist Johannes Zumburn von Ringgenberg (Bern), wohnhaft in Ringgenberg und Luzern. Natur des Geschäftes: Holzschnitzlerwaren.

16. Januar. Inhaber der Firma **Johann Schmid** in Malters ist Johann Schmid von Oberkirch, wohnhaft in Malters. Natur des Geschäftes: Tuch- und Spezereihandlung.

16. Januar. Inhaber der Firma **Rob. Peyer** in Root ist Robert Peyer von Willisau-Stadt, wohnhaft in Root. Natur des Geschäftes: Bäckerei.

Kanton Glarus — Canton de Glaris — Cantone di Glarona

1884. 10. Januar. Unter der Firma **Glarner Kantonalbank** besteht seit 1. Januar 1884 mit dem Sitze in Glarus ein vom Kanton Glarus gegründetes und unter staatlicher Aufsicht verwaltetes Bankinstitut, welches den Zweck hat, nach Maßgabe seiner Mittel zunächst den Kantons-Einwohnern die Befriedigung ihrer Kredit- und Geldbedürfnisse zu erleichtern, sowie dem Staate eine Einnahme zu verschaffen. Das Gesetz betreffend die Glarner Kantonalbank datirt vom 6. Mai 1883. Das vom Staate beschaffte und voll einbezahlte Gründungskapital beträgt eine Million Franken. Die Geschäfte der Bank sind: a. Pfandrechtl. versicherte Darlehen auf Liegenschaften oder Gebäulichkeiten; b. Ankauf und Verkauf von soliden Werthtiteln; c. Darlehen gegen Bürgschaft oder Hinterlage von Werthpapierten; d. Darlehen ohne Deckung an Gemeinden, Tagwen, Genossamen und Korporationen, welche öffentlich Rechnung ablegen; e. Eröffnung von Krediten in laufender Rechnung; f. Diskontirung, Ankauf und Verkauf von Wechseln; g. Führung einer kantonalen Sparkasse; h. Ausgabe von Banknoten; i. Ausgabe von Kassascheinen; k. Annahme von verzinslichen Geldern, gegen Obligationen der Bank; l. Annahme von Depositengeldern; m. Ankauf und Verkauf von Werthpapieren für fremde Rechnung; n. Giro- und

Inkassogeschäfte; o. Aufbewahrung von Werthsachen; p. Vermittlung des Geldverkehrs der kantonalen Verwaltungen. Die Geschäfte der Bank werden besorgt durch: Eine aus neun Mitgliedern bestehende Bankkommission; einen aus deren Mitte bestellten Bankvorstand von fünf Mitgliedern; den Direktor; die Angestellten der Bank. Der Präsident der Bankkommission ist zugleich Präsident des Vorstandes. Die Vertretung der Glarner Kantonalbank nach Außen geschieht durch den von der Bankkommission gewählten Direktor, welcher die rechtsverbindliche Unterschrift für die Anstalt führt. In Verhinderung desselben zeichnet an dessen Stelle der Bankpräsident. Präsident der Glarner Kantonalbank ist: Rudolf Gallati von Glarus, in Glarus; Direktor ist: Kaspar Heer von Glarus, in Glarus.

10. Januar. Die Firma **Leihkassa Glarus** ist in Folge Uebertragung des Geschäftes an die Glarner Kantonalbank erloschen. Die bisher gültigen Unterschriften dieser Firma bleiben nur noch für die Durchführung der Liquidation in Kraft.

Kanton Freiburg — Canton de Fribourg — Cantone di Friburgo

Bureau de Fribourg (district de la Sarine).

1884. 14. janvier. Le chef de la maison **Alfred Walthard**, à Fribourg, est Alfred Walthard, de Berne, domicilié à Fribourg. Genre de commerce: Commerce de paille tressée en tous genres. Bureaux et magasins: Rue de la Préfecture, n° 182.

16. janvier. Le chef de la maison **Aug. Fässler**, à Fribourg, est Auguste Fässler, de Bronschhofen (St-Gall), domicilié à Fribourg. Genre de commerce: Brasserie.

Basel-Stadt — Bâle-ville — Basilea-Città

1884. 14. Januar. Die Firma **Girard frères & Gondrand frères** in Basel widerruft die an Josef Orsat ertheilte Prokura und überträgt dieselbe an Robert Rocca von Triest (Oesterreich).

15. Januar. Die Kommanditgesellschaft **Rieber Sohn & Cie** in Basel hat sich aufgelöst. Aktiven und Passiven derselben werden von der neugegründeten Kommandit-Aktiengesellschaft Rieber Sohn & Cie. übernommen.

15. Januar. Unter der Firma **Rieber Sohn & Cie. — Rieber fils & Cie** gründet sich mit dem Sitze in der Stadt Basel eine Kommandit-Aktiengesellschaft, welche den Zweck hat, die Geschäfte des bisher in Basel als Kommanditgesellschaft unter der Firma Rieber Sohn & Cie. bestandenen Bankhauses, dessen Aktiven und Passiven sie übernimmt, fortzusetzen, also alle Bank- und Inkasso-Geschäfte zu machen, Vorschüsse auf Titel, Ankauf und Verkauf für Rechnung Dritter von Titeln, die an der Basler- oder an fremden Börsen cotirt sind, Vorschüsse auf Waaren gegen Warrants oder Commissions, Speditions-Geschäfte, kurz alle Geschäfte, welche in den Bereich eines Bank- und Speditionshauses fallen. Die Gesellschaftsstatuten sind am 11. Dezember 1883 festgestellt worden. Die Gesellschaft ist auf 10 Jahre, vom 1. Januar 1884 an, geschlossen, wird aber jeweilen auf weitere 10 Jahre so lang fortgesetzt, als nicht wenigstens ein Jahr vor Ablauf einer 10 jährigen Periode eine Kündigung seitens eines der Geranten oder seitens der Aktionäre erfolgt. Das Gesellschaftskapital besteht aus Einer Million fünfhundert Tausend Franken (Fr. 1,500,000), eingetheilt in 1500 Aktien von je Fr. 1000. Die Aktien lauten auf den Namen. Die Bekanntmachungen erfolgen mit rechtsverbindlicher Wirkung durch chargirte Briefe an die im Aktienregister eingetragenen Aktionäre. Die Vertretung der Gesellschaft nach Außen steht den unbeschränkt haftenden Mitgliedern (Geranten) zu, von denen jeder einzeln Namens der Gesellschaft die rechtsverbindliche Unterschrift führt. Dieselben sind: Charles L. E. Rieber von Basel, Alfred Stähling von Paris, beide wohnhaft in Basel. Sie können mit Zustimmung des Aufsichtsrathes Prokuratörer ernennen. Als solche sind bezeichnet worden: Oscar Rauch von Basel, Rudolf Vest von Basel, Paul Dür von Burgdorf (Bern), welche Namens der Gesellschaft die verbindliche Unterschrift durch kollektive Zeichnung von je zweien führen. Ein Aufsichtsrath von wenigstens drei Mitgliedern vertritt die Aktionäre gegenüber den Geranten. Geschäftslokal: Aeschenvorstadt 34.

16. Januar. Inhaber der Firma **J. Bettsehart-Businger** in Basel ist Joseph Bettsehart-Businger von Schwyz, wohnhaft in Basel. Natur des Geschäftes: Handel mit frischer Alpenmilch. Geschäftslokal: Gartenstraße 62.

Appenzel A.-Rh. — Appenzel-Rh. ext. — Appenzello est.

1884. 14. Januar. Arnold Weiss von Teufen und Theophil Weiss von Teufen, beide wohnhaft in Teufen, haben unter der Firma **J. U. Weiss' Söhne** in Teufen eine Kollektivgesellschaft eingegangen, welche am 1. Februar 1884 beginnen wird. Natur des Geschäftes: Mechanische Stickerie. Geschäftslokal: Auf der Ebene Nr. 79 A.

15. Januar. Die Kollektivgesellschaft **Alder & Meyer** in Herisau hat sich aufgelöst. Julius Bächtold von Schleithelm, Kanton Schaffhausen, und Otto Meyer von Herisau, beide wohnhaft in Herisau, haben unter der Firma **Bächtold & C^e** in Herisau eine Kommanditgesellschaft eingegangen, welche mit dem 15. Januar 1884 beginnt. Julius Bächtold ist unbeschränkt haftender Gesellschafter; Otto Meyer ist Kommanditär mit dem Betrage von fünfzigtausend Franken. Die Firma übernimmt Aktiva und Passiva der erloschenen Firma Alder & Meyer. — Genannte Firma ertheilt Prokura an Eugen Beckh von und in Herisau. Natur des Geschäftes: Weißwarenen-Export. Geschäftslokal: Brühlbach Nr. 90.

Kanton St. Gallen — Canton de St-Gall — Cantone di San Gallo

Bureau St. Gallen.

1884. 9. Januar. Inhaber der Firma **J. L. Huber-Siegrist** in St. Gallen ist Josef Leonz Huber-Siegrist von Besenbüren, Aargau, in St. Gallen. Natur des Geschäftes: General-Repräsentanz für die Schweiz des I. allgemeinen Beamtenvereins der österreichisch-ungarischen Monarchie. Geschäftslokal: Brühlbleiche 8.

15. Januar. Die Firma **Stephan Lumpert** in St. Gallen ist in Folge Verzichts der Inhaberin, Wittwe Anna Margaretha Lumpert von Tablat, in St. Gallen, erloschen.

15. Januar. Die von der Firma **D. Strauss & C^e** in St. Gallen an Eduard B. Homburger von Karlsruhe ertheilte Prokura ist erloschen. Eduard

B. Homburger von Karlsruhe, in St. Gallen, tritt vom 1. Januar 1884 an als Theilhaber in die Firma D. Strauss & C^e in St. Gallen. Gesellschafter der unter dieser Firma bestehenden Kollektivgesellschaft sind nun D. Strauss von New-York, in Frankfurt a. M., und Eduard B. Homburger von Karlsruhe, in St. Gallen. Natur des Geschäfts: Fabrikation und Export von mechanischen und Grob-Stickereien. Geschäftslokal: Bahnhofstrasse 7.

16. Januar. Die Firma M. L. Reichenbach & C^e in St. Gallen erteilt *Prokura* an Arnold Feierabend in St. Gallen.

Kanton Graubünden — Canton des Grisons — Cantone dei Grigioni

Berichtigung. 14. Januar. In Folge unrichtig gemachter Angaben werden die am 4. Juni 1883 geschenehen und im Schweizerischen Handelsamtsblatt vom 7. Juli 1883 publizierten Eintragungen der Firmen Gebrüder Agosti (Fratelli Agosti) in Truns und Gebrüder Agosti (Fratelli Agosti) in Disentis annulliert und durch nachstehende ersetzt:

1884. 14. Januar. Christoffel Agosti, Pietro Agosti, Battista Agosti jünger und Battista Agosti älter, alle von Truns, erstere zwei wohnhaft in Truns und letztere zwei wohnhaft in Disentis, haben unter der Firma **Gebrüder Agosti (Fratelli Agosti, Frars Agosti)** in Truns und **Gebrüder Agosti (Fratelli Agosti, Frars Agosti)** in Disentis eine Kollektivgesellschaft eingegangen, welche vor 1. Januar 1883 begonnen hat. Natur des Geschäfts: Manufaktur und Getreide. Geschäftslokal: Im eigenen Hause, sowohl in Truns als in Disentis.

16. Januar. Inhaber der Firma G. Stiffler, Curhaus Davos-Dörfli in Davos-Dörfli, welche vor 1. Januar 1883 entstanden ist, ist Georg Stiffler von Davos, wohnhaft in Davos-Dörfli. Natur des Geschäfts: Hôtellerie. Geschäftslokal: Im Hotel.

16. Januar. In der Vorstandssitzung vom 9. Januar 1884 konstituierte sich der Vorstand des Vereins **Davoser Schlittschuh-Club** in Davos-Platz wie folgt: Die Vorstandsmitglieder sind für das gegenwärtige Vereinsjahr folgende: Max von Brandt, Caspar Buol, Dr. Buske, Carl Demmer, Franz Gelbke, W. J. Holsboer, Leonhard Kaiser, Dr. Mollay, Baron de Rosée, Gustav Stein, Axel Strokirk, Major Wing. 14. und 15. Vorstandsstelle vacant. Präsident des Vereins ist: Herr Max von Brandt und Sekretär: Herr Gustav Stein.

Kanton Thurgau — Canton de Thurgovie — Cantone di Turgovia

1884. 16. Januar. Die Kollektivgesellschaft **Handschin & Hanhart** in Frauenfeld hat sich aufgelöst. Albert Handschin von Buus, Kt. Baselland, wohnhaft in Frauenfeld, und Rudolf Hanhart von Diebenthofen, wohnhaft in Mammern, haben unter der Firma **Handschin & C^e** in Frauenfeld eine Kommanditgesellschaft eingegangen, welche am 1. Januar 1884 ihren Anfang genommen hat. Albert Handschin ist unbeschränkt haftender Gesellschafter; Rudolf Hanhart ist Kommanditist mit dem Betrage von Fr. 25,000 (Franken zwanzig und fünf Tausend). Natur des Geschäfts: Drogen und Farbwaren. — Die Firma Handschin & C^e erteilt *Prokura* an Fritz Kreis von Altikon, Kt. Zürich.

Kanton Waadt — Canton de Vaud — Cantone di Vaud

Bureau de Cully (district de Lavaux).

1883. 24. décembre. Entre les soussignés: 1^o Louis-Frédéric Palaz; 2^o Louis Fauquex, secrétaire municipal; 3^o François-Louis Duflon; 4^o Henri Bujard-Riccard; 5^o François Borgognon; 6^o Louis Borgognon-Bujard; 7^o Maurice Bujard; 8^o Jean-Louis Palaz; 9^o Jaques Mercanton; 10^o Rodolphe Palaz; 11^o Jules Palaz; 12^o Frédéric Fauquex, syndic; 13^o Adrien Mercanton; 14^o Jean-Pierre Bujard; 15^o Edouard Bovard; 16^o Jean Wälschli; 17^o Ferdinand Schriber, il a été constitué, à Riex, sous la raison sociale **Palaz et C^e**, une société en nom collectif, commencée en novembre 1883. Genre de commerce: Exploitation d'un poids public. Le président de la société a seul la signature sociale. Il peut la déléguer momentanément à un autre membre de la société qui sera chargé de sa procuration. Le président actuel est Louis-Frédéric Palaz, à Riex.

Bureau de Lausanne.

15. janvier. La société en nom collectif **A. Mages & C^e**, dont le siège est à Bex, déclare que la succursale qu'elle avait établie à Lausanne, sous le nom de **A. Mages & C^e succursale Lausanne**, a cessé d'exister à dater du 1^{er} janvier 1884.

15. janvier. Alphonse Ballmann, de Finsterhennen, au canton de Berne, Fanny Blanc, de Lausanne, les deux domiciliés en ce dernier lieu, et Adèle Mages, de Bex, y domiciliée, ont constitué à Lausanne, sous la raison **Mages & C^e**, une société en nom collectif, qui a commencé le 1^{er} janvier 1884. Genre de commerce: Fabrique de bonneterie à la machine. Bureau: Square de Georgette, 5.

Bureau de Vevey.

16. janvier. Le chef de la maison **Maurice Vogel**, à Vevey, est Jean Maurice Guillaume Vogel, de Auerswalde près Chemnitz en Saxe, domicilié à Vevey. Genre de commerce: Menuiserie.

Kanton Neuchâtel — Canton de Neuchâtel — Cantone di Neuchâtel

Bureau de la Chaux-de-Fonds.

1884. 14. janvier. Le chef de la maison **Louise Zimmerli**, à la Chaux-de-Fonds, est Marie Louise Zimmerli, de Zofingue (Argovie), domiciliée à la Chaux-de-Fonds. Genre de commerce: Blanchissage et repassage de linge. Bureaux: Rue de la Serre, n^o 10.

14. janvier. En vertu d'un décret du Grand Conseil du canton de Neuchâtel, en date du 14 février 1883, la Banque Cantonale Neuchâteloise (inscrite au registre du commerce du district de Neuchâtel en date du 28 mars 1883 et publiée dans la Feuille officielle suisse du commerce du 10 juillet 1883, n^o 102) a établi à la **Chaux-de-Fonds**, à la date du 15 avril 1883, une succursale sous la raison **Banque Cantonale Neuchâteloise, succursale Chaux-de-Fonds**, dont le cercle d'activité comprend les districts de la Chaux-de-Fonds et du Locle, avec faculté toutefois pour les personnes domiciliées dans ce dernier district, de pouvoir traiter directement

avec la direction centrale. La succursale exerce le même genre d'affaires et est régie par les mêmes statuts que l'établissement principal. Voir la publication précitée. Bureaux: Rue du Grenier, n^o 14. La signature de la succursale est conférée au gérant, Louis Matthey-Claudet. En cas d'empêchement du gérant, la signature est déléguée au président du comité d'escompte, Fritz Brandt-Ducommun, qui signe « par délégation spéciale ».

Kanton Gené — Canton de Genève — Cantone di Ginevra

1884. 15. janvier. Le chef de la maison **Joseph Bozon**, à Carouge, est Joseph Bozon, de Carouge, y domicilié. Genre de commerce: Epicerie. Magasin: 359, Saint-Léger.

15. janvier. Le chef de la maison **J. Schneebeli**, à St-Jean (Petit-Sacconex), est Jacques Schneebeli, de Affoltern (Zurich), domicilié à St-Jean. Genre de commerce: Constructeur-mécanicien. Atelier et bureau: 6, Creux de St-Jean.

15. janvier. Le chef de la maison **A. Cottet F^e d'Eaux minérales**, à Genève, est André Hilaire Cottet, de Genève, y domicilié. Genre de commerce: Eauxminérales. Magasin: 8, Rue Chausse-Coq.

15. janvier. Le chef de la maison **Henri Recher**, à Genève, est Henri Recher, de Zyfen (Bâle-Campagne), domicilié à Genève. Genre de commerce: Ferblanterie-plomberie. Atelier: 19, Rue de Monthoux.

15. janvier. Le chef de la maison **J. Durand**, à Carouge, est Jean Pierre Durand, de Genève, domicilié à Carouge. Genre de commerce: Epicerie. Magasin: 298, Rue d'Arve.

15. janvier. Le chef de la maison **A. Hoffmann**, à Genève, est Auguste Hoffmann, de Genève, domicilié à Plainpalais. Genre de commerce: Sellier-carrossier. Magasin et atelier: 1, Rue du Manège.

15. janvier. Le chef de la maison **E. Blum**, à Genève, est Emmanuel Blum, de la Chapelle près Belfort (France), domicilié à Genève. Genre de commerce: Chemisier. Magasin: 3, Rue du Rhône.

15. janvier. Le chef de la maison **Dentand Joseph**, à Carouge, est Joseph Dentand, de Thonon (Haute-Savoie), domicilié à Carouge. Genre de commerce: Serrurier. Magasin et atelier: 259, Rue St-Léger.

16. janvier. D'un acte reçu par M^e Gampert, notaire à Genève, le 5 janvier 1884, il appert que MM. Sébastien Pollian, Louis Girod, André Delietraz, Antoine Descombes, Jean Bené, Jean Laurent Vidonne et Pierre Jolivet, tous les sept agriculteurs demeurant au Carre, commune de Meinier, agissant au nom et comme étant spécialement délégués de la **Société civile de l'Immeuble de la Fruitière du Carre**, suivant délibération prise par l'assemblée générale de cette société le 12 décembre 1883, ont transformé la dite société civile en une association qui sera régie par les articles 678 et suivants de la loi fédérale du 14 juin 1881 et qui prend le nom de **Société de la Fruitière des Carre**. Le siège de l'association est au Carre-d'Amont dans le bâtiment de la fruitière. Le but de l'association est l'exploitation de la fruitière actuellement existante au Carre-d'Amont. La durée de l'association est fixée à 30 années, à partir du 1^{er} janvier 1884. Feront partie de l'association, avec les soussignés et tous ceux qui avec eux sont actuellement membres de la société civile de l'immeuble de la fruitière du Carre, tous ceux qui, étant propriétaires ou fermiers dans la commune de Meinier, déclareront vouloir faire partie de l'association en souscrivant une ou plusieurs parts d'intérêt, et en prenant l'engagement d'apporter régulièrement leur lait à la fruitière, et de se conformer aux règlements établis par l'association, et qui auront été agréés par la première assemblée générale ou par une assemblée générale subséquente des sociétaires. La part de chaque sociétaire dans la propriété de l'actif social et dans le partage des bénéfices et des pertes est proportionnelle au nombre de parts d'intérêt dont il sera titulaire. Les sociétaires ne seront tenus d'aucune responsabilité personnelle quant aux engagements de l'association. Ces engagements seront uniquement garantis par les biens de l'association. Il sera créé des parts d'intérêt, soit actions de fr. 50 chacune, en nombre illimité; ces titres sont nominatifs et donneront le droit à un intérêt annuel de 5 pour cent. Ces actions seront émises par le comité au fur et à mesure des besoins, ensuite de décision de l'assemblée générale qui fixe chaque fois le mode de libération des souscripteurs. Nul sociétaire ne peut céder sa part à d'autres qu'à un sociétaire sans l'autorisation de l'assemblée générale. Nul sociétaire ne peut se retirer avant la dissolution de l'association autrement qu'à la fin d'un exercice annuel et après avoir prévenu le comité par écrit au moins 3 mois d'avance; le ou les titres appartenant au sociétaire qui se retire ou qui est exclu par l'assemblée sont annulés et la somme versée par lui demeure acquise à l'association, à moins que l'assemblée générale n'en décide autrement. Après l'entière extinction du passif de l'association, l'assemblée générale pourra chaque année déterminer le nombre de parts d'intérêts qui seront amorties avec l'excédent des revenus; les parts à amortir seront désignées par la voie du sort, et il sera délivré aux titulaires des parts amorties de nouveaux titres, soit actions de jouissance leur donnant les mêmes droits, sauf qu'au lieu d'un intérêt fixe ils n'auront plus droit qu'à une part proportionnelle de répartition des bénéfices. L'association est administrée par un comité de 7 membres pris parmi les sociétaires âgés de plus de 21 ans, élus pour une année et indéfiniment rééligibles; ce comité est investi des pouvoirs les plus étendus pour gérer et administrer les affaires de l'association et la représenter en justice. Pour les actes à passer, la signature de tous les membres du comité est nécessaire, à moins d'une délégation spéciale par le comité à un ou plusieurs de ses membres. L'assemblée générale se compose de tous les sociétaires dont chacun a une voix, quel que soit le nombre de parts d'intérêt dont il est le titulaire. Les décisions sont prises à la simple majorité des voix, sauf la dissolution anticipée qui ne peut être votée qu'à la majorité des deux tiers des voix. L'assemblée générale se réunit une fois par an dans le courant du mois de janvier; elle est convoquée par affiches apposées à la porte de la fruitière et par cartes à domicile au moins 3 jours d'avance. Le comité d'administration se compose actuellement de MM.: Pollian, Sébastien, président; Danel, Pierre, vice-président; Girod, Louis, secrétaire; Berthelet, François; Gottet, Philippe; Vidonne, Laurent; Descombes, Antoine, tous domiciliés dans la commune de Meinier.

16. janvier. La maison de **Westerweller & Rigot**, à Genève, donne *procuration*, dès ce jour, à Jean Jules Bochet, de Cartigny.

Streichungen im Besondern Register: — Radiations au registre spécial: —
Cancellazioni nel Registro speciale:

Kanton Bern — Canton de Berne — Cantone di Berna

Bureau Nidau.

1884. 16. Januar. Greub Johann, Johs. sel., geb. 16. Januar 1836, gewesener Wirth in Nidau, publizirt im Handelsamtsblatt vom 6. Februar 1883, in Folge Konkurseröffnung.

Schweizerische Fabrik- und Handelsmarken. Marques suisses de fabrique et de commerce.

Publication.

D'après une communication du propriétaire des marques enregistrées sous les numéros 85, 86, 87, 704 et 1014, l'ancienne raison de commerce:

Ph. Suchard à Neuchâtel

a été transformée en la raison nouvelle?

Russ-Suchard & C^{ie}, à Neuchâtel.

Les marques elles-mêmes ne subissent aucune modification et s'utilisent pour les mêmes produits.

Berne, le 17 janvier 1884.

Bureau fédéral des marques de fabrique et de commerce.

Vom eidg. Markenamt vollzogene Eintragungen:
Enregistrements effectués par le Bureau fédéral des marques:

Le 10 janvier 1884, à quatre heures après-midi.

No 1087.

Paul Alcide Marchand-Mathey, fabricant,

Renan.

★
MARCHAND-MATHEY

Montres de sa fabrication.

Le 14 janvier 1884, à onze heures avant-midi.

No 1088.

Philippe Faure, négociant,

Loele.



Outils et fournitures d'horlogerie.

Le 14 janvier 1884, à onze heures avant-midi.

No 1089.

Julien Gallet & C^{ie}, fabricants,

Chaux-de-Fonds.



Boîtes, mouvements et cadrans de montres.

Den 17. Januar 1884, 4 Uhr Nachmittags.

No 1091.

- *Joh. Sommer, Kaufmann,*

Bern.



Gerösteter Kaffee.

Le 17 janvier 1884, à quatre heures après-midi.

No 1090.

Jean Alex. Buchhofer, cuisinier-restaurateur,

Neuchâtel.



Epices composées en paquets.

Ausländische Fabrik- und Handels-Marken. Marques étrangères de fabrique et de commerce.

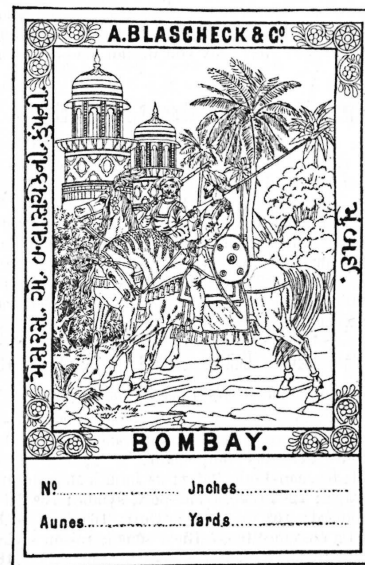
Vom eidg. Markenamt vollzogene Eintragungen:
Enregistrements effectués par le Bureau fédéral des marques:

Den 12. Januar 1884, 3 Uhr Nachmittags.

No 148.

A. Blascheck & C^{ie}, Kaufleute,

Frankfurt a./M. und Bombay.



Seiden- und Halbseidenwaaren.

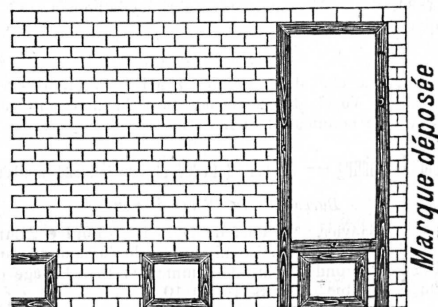
Le 14 janvier 1884, à onze heures avant-midi.

No 596.

Auguste Marbeaud, constructeur de malteries,

St-Thiebault (département du Cher).

GERMOIR-TOURAILLE



Système MARBEAU,

Bt^e S.G.D.G. en France et à l'Etranger

Appareils de sa construction, destinés à la germination des grains et à la dessiccation du malt-ver.

Anstände betreffend Verzollungen in Deutschland.

Nachdem in neuester Zeit wiederholt bei Beschwerden über unrichtige Anwendung des deutschen Zolltarifs seitens der beschwerdeführenden Firmen oder Personen ein unrichtiges Verfahren eingeschlagen worden ist, bringen wir in Erinnerung, daß, um Zeitverlust und erfolglose Schritte zu vermeiden, solche Beschwerden zunächst bei der zuständigen Zollstätte des betreffenden deutschen Staates geltend gemacht werden müssen. Gegen den Bescheid dieser Zollstätte kann an die Oberzollbehörde und eventuell an das Ministerium des betreffenden Staates rekuriert werden. Erst nach Erschöpfung dieses Instanzenzuges kann die diplomatische Vermittlung der Schweiz bei der deutschen Reichsregierung eintreten.

Eidg. Handels- und Landwirthschafts-Departement.

Difficultés relatives à l'application du tarif douanier allemand.

Des plaintes ont surgi de divers côtés ces derniers temps, au sujet de la manière dont le tarif des douanes allemandes est appliqué. Or les maisons ou les personnes qui réclament à cet égard s'engagent généralement dans une fausse voie, c'est pourquoi nous croyons devoir rappeler que, pour éviter des pertes de temps et des démarches inutiles, il est indispensable de s'adresser avant tout au bureau de douane compétent de l'état allemand respectif. Il y a recours contre la décision de ce bureau auprès de la direction générale des douanes et éventuellement auprès du ministère de l'état que la réclamation concerne. Ce n'est qu'après avoir épuisé ces différentes instances que l'intervention diplomatique de la Suisse est admise par le gouvernement allemand.

Département fédéral du commerce et de l'agriculture.

Veredlungsverkehr mit Seide zum Färben.

(Berichtigte Publikation.)

Während des IV. Quartals 1883 wurden 233 q Rohseide zum Färben über Genf nach Frankreich ausgeführt.

Eidg. Oberzolldirektion.

Trafic de perfectionnement pour soie à teindre.

(Publication rectifiée.)

Pendant le IV^e trimestre 1883, 233 q de soie grège ont été expédiés par Genève en France pour y être teinte.

Direction générale des péages.

Nichtamtlicher Theil. — Partie non officielle.

Parte non ufficiale.

Kanton Zürich. Gesetz betreffend die Gewerbe der Effektensensale und Börsenagenten (in Kraft seit dem 1. Januar 1884).

§ 1. Der Börsenverkehr in Werthpapieren (mit Ausschluss des Wechselverkehrs) wird der staatlichen Aufsicht unterstellt. — § 2. Wer das Gewerbe eines Effektensensalen oder Börsenagenten betreiben will, bedarf der staatlichen Bewilligung. Als Effektensensal wird betrachtet, wer an der Börse Käufe und Verkäufe von Werthpapieren (Wechsel ausgenommen) für fremde Rechnung und auf fremden Namen vermittelt, als Börsenagent, wer solche Geschäfte für fremde Rechnung, aber auf den eigenen Namen abschließt. Den Effektensensalen ist nicht gestattet, derartige Geschäfte auf eigene Rechnung zu betreiben. — § 3. Die staatliche Bewilligung wird von der Direktion des Innern nach Einholung des Gutachtens der kantonalen Handelskommission erteilt. Sowohl wegen Verweigerung als wegen Entzuges der Bewilligung ist innerhalb vierzehn Tagen von der Mittheilung an den Regierungsrath zulässig. — § 4. Die Sensale haben eine jährliche Gebühr von 200 Franken, die Börsenagenten eine solche von 500 Franken zu entrichten. — § 5. Die Bewilligung zur Betreibung der betreffenden Geschäfte darf nur solchen Personen erteilt werden, welche sich darüber ausweisen, daß sie im Besitze der bürgerlichen Rechte und Ehren stehen, eines guten Rufes genießen und mit den erforderlichen kaufmännischen Kenntnissen ausgerüstet sind. Im übrigen unterliegt die Zahl der Effektensensale und Börsenagenten keiner Beschränkung. Mit dem Verluste der bürgerlichen Rechte und Ehren des Inhabers fällt die Konzession ohne weiteres dahin. — § 6. Die Namen der Effektensensale und Börsenagenten sind in geeigneter Weise, insbesondere durch Anschlag in den Börsenlokalen, bekannt zu machen. — § 7. Den Effektensensalen und Börsenagenten ist mit Bewilligung der Direktion des Innern gestattet, sich unter eigener Verantwortlichkeit an der Börse durch Prokuristen vertreten zu lassen. — § 8. Sämtliche Effektensensale und Börsenagenten eines und desselben Verkehrsplatzes bilden eine Vereinigung, welche ihre regelmäßigen Zusammenkünfte in einem bestimmten Lokale (Börse) hat. Die Vereinigung ist verpflichtet, Statuten, Reglemente und Usancen aufzustellen und dem Regierungsrathe zur Genehmigung zu unterbreiten. Das Reglement wird auch die Eintrittsgebühr, sowie die weitem Pflichten und Rechte anderer Börsenbesucher bestimmen. — § 9. An der Börse können Geschäftsabschlüsse in Werthpapieren nur durch die Effektensensale oder Börsenagenten gemacht werden. Ihnen allein steht auch die Festsetzung der nach jeder Börsenversammlung zu veröffentlichenden Werthpapierkurse zu. — § 10. Die Effektensensale und Börsenagenten haben alle an der Börse oder außerhalb derselben abgeschlossenen Geschäfte in Werthpapieren mit allen wesentlichen Umständen, Datum, Namen der Kontrahenten, Natur des Umsatzobjektes, Preis, Lieferzeit, sowie allfälligen weitem Bedingungen Tag für Tag in eigens dazu bestimmte, paginirte Journale, die weder Rasuren noch Zwischenräume zwischen den eingeschriebenen Posten zeigen dürfen, der Zeitfolge nach einzutragen. Dabei ist besonders zu bemerken, ob ein Geschäft an der Börse oder außerhalb derselben abgeschlossen worden sei. Jedem Kontrahenten ist am Tage des Abschlusses ein Schutzzettel zuzustellen, der dieselben Angaben wie das Journal enthält. — § 11. Für jeden Abschluß bis auf den Nominalbetrag von 3000 Franken haben die Effektensensale und Börsenagenten an die Staatskasse eine Gebühr von 20 Rappen und von je weitem 1000 Franken oder einem Bruchtheil derselben 30 Rappen mehr zu entrichten. Diese Gebühr fällt in Ermangelung einer anderweitigen Verständigung beider Kontrahenten zu gleichen Theilen zur Last. Die Entrichtung der Gebühren erfolgt durch Verwenden von Stempelmarken oder gestempelten Formularen, welche von den Effektensensalen und Börsenagenten bei der Finanzdirektion zu beziehen sind. — § 12. Behufs Ausübung der nöthigen Aufsicht über den Betrieb der Börsengeschäfte ernannt der Regierungsrath einen oder mehrere Kommissäre, welchen obliegt, den Börsenversammlungen beizuwohnen. Dieselben haben auch das Recht, auf schriftliche Beschwerde eines Beteiligenden hin, oder wenn Verdacht besteht, daß die gesetzlichen Gebühren nicht entrichtet werden, von dem durch dieses Gesetz vorgeschriebenen Journal der Effektensensale und Börsenagenten Einsicht zu nehmen und sich zu versichern, daß alle innerhalb wie außerhalb der Börsenlokale und Börsenzeit von denselben abgeschlossenen Geschäfte in Werthpapieren vorschriftsgemäß eingetragen seien. Im weitem wachen sie über die Handhabung der Vorschriften dieses Gesetzes, der Statuten, Reglemente und Usancen und über die richtige Veröffentlichung der Werthpapierkurse. — § 13. Die mit der Aufsicht über die Börsengeschäfte betrauten Personen dürfen nicht gewerbsmäßig Werthpapiere kaufen und verkaufen. Sie sind zur Wahrung der Geschäftsgeheimnisse, welche zu ihrer Kenntniß gelangen, verpflichtet. Nur den kompetenten Behörden dürfen erforderlichen Falls die notwendigen Mittheilungen gemacht werden. Ihre Entschädigung wird vom Regierungsrath aus dem hiefür vom Kantonsrathe bewilligten Kredite bestimmt. — § 14. Den Börsenagenten und Effektensensalen ist untersagt, für öffentliche Beamte oder Angestellte, die vermöge ihrer Stellung zur Leistung einer Kautions verpflichtet sind, sowie für Angestellte in Privatgeschäften, ohne Vorwissen der Vorgesetzten derselben, und für Personen, deren Identität nicht festgestellt ist, Auf-

träge zu Börsengeschäften anzunehmen. — § 15. Die Effektensensale und Börsenagenten dürfen weder unter sich noch mit Dritten Einverständnisse treffen oder begünstigen, zu dem Zwecke, einen Einfluß auf den Kurs der Werthpapiere auszuüben; insbesondere ist auch die wissentliche oder grob fahrlässige Verbreitung falscher Nachrichten zu ahnden. — § 16. Als Sicherheit für die Erfüllung der gemäß diesem Gesetze abgeschlossenen Geschäfte hat jeder Effektensensal eine Realkautions von 3000 bis 5000 Franken, jeder Börsenagent eine solche von 10,000 bis 20,000 Franken in Werthpapieren bei der Finanzdirektion zu hinterlegen. Die Festsetzung der Höhe der Kautionen innerhalb dieser Grenzen fällt dem Regierungsrathe zu. Indessen sollen die Kautionen für alle Effektensensale einerseits und alle Börsenagenten anderseits innerhalb der betreffenden Grenzen je in gleichen Beträge angesetzt werden. Diese Kautions kann, wenn ein Sensal oder Börsenagent seinen Verpflichtungen nicht nachkommt, ohne Rechtstribunal sofort an der Börse realisiert werden. Genauere Bestimmungen hierüber sind in die durch § 8 vorgesehenen Statuten aufzunehmen. — § 17. Alle Sondervereinigungen außerhalb der in § 8 dieses Gesetzes vorgesehenen Börsenvereinigungen, zu dem Zwecke, die Vorschriften dieses Gesetzes zu umgehen, sind untersagt. — § 18. Den Effektensensalen und Börsenagenten ist im Falle der Zahlungseinstellung, oder wenn die Kautions die festgesetzte Höhe nicht mehr erreicht, der Zutritt zur Börse untersagt. Wird die Kautions nicht innerhalb Monatsfrist ergänzt, so ist die Konzession als erloschen zu erklären. — § 19. Wer den Vorschriften dieses Gesetzes oder den in Ausführung desselben von kompetenter Stelle erlassenen Verfügungen zuwiderhandelt, ist, falls nicht Bestimmungen des Strafbuchstbuchs zur Anwendung kommen, und abgesehen von allfälliger Schadenersatzpflicht, mit Buße bis auf 5000 Franken zu Händen der Staatskasse, womit in schweren Fällen Gefängniß verbunden werden kann, zu bestrafen. Gegenüber den Effektensensalen und Börsenagenten kann die Buße mit Entzug der Konzession für eine bestimmte Zeit oder für immer verbunden werden. — § 20. Dieses Gesetz tritt mit dem 1. Januar 1884 in Kraft. Durch dasselbe wird das Gesetz betreffend die Sensale vom 25. September 1835 (Off. S. IV, 33), sowie das Gesetz betreffend Abänderung des Sensalengesetzes vom 1. Oktober 1846 (Off. S. VII, 199) aufgehoben.

Handelspolitisches. Handelsverträge. Die im Repräsentantenhaus der Vereinigten Staaten gestellte, in letzter Nr. d. Bl. erwähnte Motion betreffend Unterdeklaration der eingeführten Waaren hat zu der Resolution geführt, den Präsidenten der Ver. Staaten einzuladen, die geeigneten gesetzlichen Präventivmaßregeln vorzuschlagen. Im Budget-Ausschuß werden Vorlagen über bedeutende Reduktionen des amerikanischen Zoll-Tarifs vorbereitet.

Neuesten Nachrichten zufolge rath der Staatssekretär davon ab, die bekannten Prohibitionsmaßregeln Frankreichs und Deutschlands durch ein auf gewisse Erzeugnisse dieser Länder zu legendes Einfuhrverbot zu beantworten, vermuthlich sowohl aus fiskalischen Gründen als auch in richtiger Würdigung des Umstandes, daß dadurch unbegründeter Weise zugleich Produkte anderer Länder in Mitleidenschaft gezogen werden könnten. Der Staatssekretär glaubt, es genüge vorderhand an den bisherigen Kundgebungen in den Kammern, um die gewünschte Wirkung in Europa zu erzielen.

Dem Vorgehen der New-Yorker Handelskammer gegenüber (s. Nr. 5 d. Bl.) stellt eine offiziöse Darstellung im portugiesischen «Journal do Commercio» in Abrede, daß Portugal den Handel am Kongo monopolisire. Das Kongo-gebiet sowohl als alle übrigen afrikanischen Kolonien Portugals seien dem Handel aller Länder zugänglich.

Außer der Uebereinkunft mit England sind den spanischen Cortés auch die Verträge mit Portugal, Holland und die Konvention mit den Ver. Staaten zur Ratifikation vorgelegt worden.

Laut den diese Vorlagen begleitenden Botschaften bedingt der Vertrag mit Portugal, daß dieser Staat Spanien gegenüber alle seitens Portugals durch Vertrag von 1881 der französischen Republik zugestandenen Vortheile sowie freie Einfuhr für Rindvieh, Schafe und Ziegen gewähre. Auch hat Portugal in eine Ermäßigung seines Einfuhrzolls für Olivenöl eingewilligt (über die Höhe der Reduktion wird nichts bemerkt). Diesen Konzessionen gegenüber hat Spanien nur die Anwendung seines Konventionaltarifs zugestanden. Ebensowenig hat Holland von Spanien weitergehende Konzessionen eriangt, sich dagegen verpflichtet, den gegenwärtigen Einfuhrzoll für Wein (20 fl. per Hektoliter) sowie die inländischen Konsumsteuern nicht zu erhöhen. In Annex-Tarifen zum Verträge sind die beidseitig vorzugsweise in Betracht fallenden Artikel aufgeführt.

In der Botschaft betreffend die Uebereinkunft mit England wird auf die bedeutenden Vortheile hingewiesen, welche das weinproduzierende Spanien aus den von England offerirten Konzessionen ziehen könnte.

Politique commerciale, traités de commerce. La motion relative aux sous-déclarations de valeur pour les marchandises importées aux Etats-Unis, déposée à la chambre des représentants et mentionnée dans le dernier numéro de cette feuille, a donné lieu à une résolution de la chambre par laquelle le président des Etats-Unis est invité à prendre à cet égard les mesures préventives légales. La commission des finances étudie un projet de réductions importantes à apporter au tarif des douanes américaines.

Il ressort des nouvelles les plus récentes que le secrétaire d'Etat déconseille aux hommes politiques de répondre aux mesures prohibitives, que l'on connaît, prises par la France et l'Allemagne, au moyen d'une interdiction à imposer sur l'entrée de quelques-uns des produits de ces pays; cela probablement tant pour des raisons fiscales, qu'ensuite d'une appréciation plus exacte de la portée de cette mesure qui pourrait, sans raisons valables, frapper en même temps les produits d'autres pays. Le secrétaire du trésor pense que pour le moment l'impression produite en Europe par les récentes décisions des chambres suffira pour obtenir l'effet désiré.

La démarche tentée par la chambre de commerce de New-York (voir n° 5 de la feuille) a provoqué une réplique officielle dans le «Journal do Commercio» de Lisbonne. Il y est contesté que le Portugal exerce un monopole sur le commerce du Congo, et affirmé que cette possession, comme du reste toutes les colonies portugaises en Afrique, est accessible au commerce étranger.

Outre l'arrangement avec l'Angleterre les traités de commerce avec le Portugal et la Hollande, ainsi que la convention avec les Etats-Unis ont été soumis à la ratification des cortés espagnoles.

Selon les messages se rapportant à ces traités, le Portugal s'oblige à accorder à l'Espagne les mêmes avantages que ceux qu'il a concédés à la France par le traité de 1881, ainsi que l'exemption des droits d'entrée sur le bétail de race bovine, ovine et caprine. Le Portugal consent, en outre, à une diminution des droits d'entrée sur les huiles d'olive (l'étendue de cette réduction n'est pas indiquée). L'Espagne ne répond à ces concessions que par l'application de son tarif conventionnel. Il n'a pas davantage été possible à la Hollande d'obtenir d'autres avantages de l'Espagne, tandis qu'elle a pris l'engagement de n'élever ni le droit d'entrée actuel sur les vins (20 fl. par hectol.), ni les droits de consommation intérieurs sur les vins. Dans les tarifs annexés au traité se trouvent spécifiés les articles présentant le plus grand intérêt pour les deux pays.

Douanes étrangères. France. Le *Journal officiel* français publie le décret suivant (rendu le 22 septembre 1883):

Art. 1^{er}. L'entrée des plants de vigne, sarments, boutures et autres débris de la vigne, est interdite dans les zones franches du pays de Gex et de la Haute-Savoie. Est également prohibée l'entrée des souches arrachées, sarments secs, composts, terres et terreaux, des échafas et tuteurs déjà employés. — Art. 2. Les produits de l'horticulture et de l'agriculture, tels que légumes, fruits et graines de toute nature, fleurs coupées ou en pots, etc., quelle que soit leur provenance, pourront entrer librement. — Art. 3. Les raisins de table ne pourront pénétrer que s'ils sont contenus dans des boîtes, caisses ou paniers solidement emballés et néanmoins faciles à visiter. Le raisin de vendange ne pourra être introduit que dans des tonneaux d'une contenance de cinq hectolitres, fermés avec soin et nettoyés, de manière à n'entraîner ni terre, ni débris de vigne. Le marc de raisin devra être enfermé dans des caisses ou tonneaux bien fermés. — Art. 4. Les plantes, arbustes et tous végétaux autres que la vigne, provenant de pépinières, de jardins, de serres ou d'orangeries situés dans les arrondissements réputés préservés de l'invasion phylloxérique, et figurant comme tels sur la carte la plus récente dressée en vertu de l'article 2 de la loi du 15 juillet 1878-2 août 1879, pourront circuler librement. La provenance des végétaux énumérés dans le présent article sera certifiée par une déclaration du maire du pays d'origine. — Art. 5. Les plantes, arbustes et tous végétaux autres que la vigne, provenant de pépinières, de jardins, de serres ou d'orangeries situés dans les arrondissements phylloxérés ne pourront être introduits, dans les zones franches du pays de Gex et de la Haute-Savoie, que s'ils sont accompagnés d'une déclaration de l'expéditeur et d'une attestation de l'autorité compétente du pays d'origine. — Art. 6. La déclaration de l'expéditeur devra: 1^o certifier que le contenu de son envoi provient en entier de son établissement; 2^o indiquer le lieu de réception définitive, avec l'adresse du destinataire; 3^o porter la signature de l'expéditeur. — Art. 7. L'attestation de l'autorité compétente certifiera: 1^o Que les objets proviennent d'un terrain (plantation ou enclos), séparé de tout pied de vigne par un espace de 20 mètres au moins ou par d'autres obstacles aux racines jugés suffisants par l'autorité compétente; 2^o que le terrain ne contient lui-même aucun pied de vigne; 3^o qu'il n'y est fait aucun dépôt de cette plante; 4^o s'il y a eu des cepts phylloxérés, que l'extraction radicale en a été opérée, que des opérations toxiques répétées ont été effectuées, et que des investigations, répétées pendant trois ans, assurent la destruction complète de l'insecte et des racines. — Art. 8. Si la présence du phylloxera était constatée sur les objets désignés à l'article 5, les dits objets seraient saisis et détruits aussitôt et sur place, par le feu, avec leur emballage. Les contraventions au présent décret seront poursuivies conformément à la loi du 15 juillet 1878-2 août 1879. — Art. 9. Les ministres de l'agriculture et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent décret.

Maschinen-Export nach Australien. Dem „Export“ (Organ des deutschen Centralvereins für Handelsgeographie etc.) wird aus Melbourne geschrieben: „Wie ich wiederholt schon erwähnt habe, sind fast alle hier brauchbaren Maschinen in Melbourne auf Lager und werden daselbst bei Bedarf von den Interessenten gewöhnlich auf dreimonatlichen Kredit gekauft. In einem jungen, besonders industriell noch sehr jungen Lande, tritt dieser Bedarf oft urplötzlich heran. Es hat z. B. eine kleine Werkstätte für Eisenarbeiten den Erfolg, als mindestbietende eine belangreiche Arbeit zu erhalten, welche von der Regierung oder einer Munizipalbehörde ausgeschrieben war. Sofort müssen eine Anzahl Maschinen beschafft werden, nicht durch Auftrag nach der Heimath — dazu ist keine Zeit — sondern man geht durch die Lagerhäuser und wählt das Passendste und Billigste aus. Daß dann oft ganz enorme Preise gefordert und gezahlt werden, ist selbstverständlich, da manche Maschine ein Jahr und länger steht, bis sie auf diese Weise Käufer findet. Ferner folgt daraus, daß die Maschinenhändler äußerst billig einzukaufen suchen und sich abstoßend gegen alles nicht ganz Marktgängige verhalten. Wenn ein Abnehmer kommt, so hat er nicht nur die Maschine, sondern außer einem bedeutenden Gewinnzuschlag für den Händler noch eine Nützlichkeitprämie zu bezahlen. So hatte ein Händler eine große Drehbank vor Jahresfrist aus England bezogen, ihr Werth in England mag 200 £ sein, der gewöhnliche Marktpreis ist hier, sage, 300 £. Die Nützlichkeitprämie nun, welche der Käufer in diesem Falle zu zahlen hatte — er brauchte die Drehbank und eine zweite gleich gute und große war nicht auf dem Markte, — betrug 90 £. Solche Fälle kommen oft vor. Als zweiten tatsächlichen Fall führe ich Folgendes an: Ein Industrieller kommt aus dem Innern der Kolonie, um eine Dampfmaschine zu kaufen. Er findet, was er wünscht, doch dünkt ihm der Preis zu hoch. Er geht nach anderen Lagern, findet dort aber das Gewünschte nicht und kommt folgenden Tages zum alten Platze zurück und zahlt — 60 £ mehr für die Maschine, als die Offerte des vorigen Tages betragen hatte. Vor dem Forum der Moral mag solche Handlungsweise nicht Stich halten, das ändert aber nichts an der Sache. Wenn wir nun deutsche Maschinen auf das Risiko deutscher Fabrikanten auf den Markt bringen, so müssen wir, ohne commerciellen Stützpunkt in der Heimat, diese Maschinen, die selten billiger, meistens aber etwas theurer und auch besser, als die hier marktgängigen englischen sind, in die Hände englischer Maschinenhändler legen. Findet dieser Händler die Maschinen ausgezeichnet und ist er nicht so engherzig oder kurzzeitig, sich daran zu stoßen, daß solche Maschinen noch nie hier gewesen, ist ferner der Preis billiger, als der einer entsprechenden englischen Maschine, so kauft er dieselben wohl auf einen dreimonatlichen Kredit. Was ist aber dann das Resultat? Der Agent hat eventuell einen bescheidenen Profit; der Fabrikant muß sechs Monate auf das Geld warten und dem englischen Händler fällt der Löwenantheil zu. Nimmt aber der Händler die Maschinen nicht in Kauf, was stets der Fall, wenn sie etwas theurer sind, als die entsprechenden englischen Maschinen, dann muß man froh sein, wenn derselbe mit der guten deutschen Maschine seinen Lagerraum verschönt, muß, da das Anbieten erfolglos ist, auf Käufer warten, muß, wenn dann welche kommen, billigst verkaufen und den kleinen Gewinn mit dem Händler theilen. Dem Fabrikanten aber geht es am Uebelsten; er muß nicht nur warten, sondern der Agent ist sogar außer Stande, ihm eine bestimmte Frist für Wartezeit zu geben; ökonomisch ist also das durch die Maschine repräsentirte Kapital für ihn auf lange Zeit vollständig verloren.“

An diese Mittheilungen anschließend, empfiehlt der Korrespondent den deutschen Fabrikanten die Gründung einer Aktiengesellschaft, welche alle Transaktionen von der Fabrik bis zum Käufer direkt ausführen würde.

Importations à Chicago. (Extrait d'un rapport du Consul de France à Chicago.) L'importation directe d'Europe à Chicago est en progrès de 5 0/0, et cette progression ne pourra que se développer encore. Sans doute, elle se heurtera à des obstacles. C'est d'abord New-York,

qui ne veut pas être dépouillé de son privilège d'être le seul et unique marché aux États-Unis des produits étrangers; ensuite, c'est la marche en avant de l'industrie nationale, que les tarifs douaniers continuent, malgré les réformes qu'on leur a fait subir, à protéger dans des proportions aussi funestes au producteur étranger qu'au consommateur américain.

Fabrique des soieries dans le gouvernement de Moscou. (Extrait d'un rapport du Consul de France à Moscou.) Les fabriques de soieries ont acquis dans le gouvernement de Moscou un développement considérable. Celles qui ont travaillé en 1882 étaient au nombre de 221, dont 19 à Moscou et 202 dans le district de Bogorodsk; elles ont occupé 9000 ouvriers et la valeur de leur production a été estimée à 7,189,600 roubles. Dans le gouvernement de Vladimir, cette industrie manufacturière est représentée par 23 établissements, ayant donné l'année dernière une production de 880,000 roubles.

Les matières premières sont importées de France, d'Italie, du Caucase et de la Chine. Les fils n^{os} 18 à 30 pour l'organsin et n^{os} 26 à 30 pour la trame sont reçus de France et d'Italie. Les soies dévidées sont importées de la Chine dans les n^{os} 36 à 48 pour l'organsin et n^{os} 36 à 54 pour la trame. Les fils à broder se fabriquent dans le pays avec des soies du Caucase. Ceux pour machines à coudre se vendent en bobines; les qualités supérieures proviennent de l'Angleterre et de la Suisse. En 1882, l'importation de la soie a été de 24,492 pouds contre 25,786 en 1881.

Geschäftsverbindungen mit Amerika. (Aus einem Bericht des deutschen Konsuls in Cincinnati.) Durch gedruckte Preiscourants, mit welchen die deutschen Konsulate überhäuft werden, sind Anknüpfungen von Geschäftsverbindungen nicht möglich. Selbst die in englischer Sprache gedruckten sind von verhältnißmäßig geringem Einfluß, da der amerikanische Importeur dem direkten Verkehr mit fremden, ihm noch nicht bekannten Exportfirmen die Vermittelung eines ortsansässigen Kommissionärs vorzieht, falls er nicht gar, wie die meisten deutsch-amerikanischen Importeure, alljährlich selbst nach Europa reist. Exportmusterlager oder Exportmuseen, wie die in Belgien bestehenden, werden zur Hebung des Exports beitragen. Dagegen liest hier Niemand die deutschen Exportjournale, in welchen Anzeigen dieser Art publizirt sind.

Nur durch persönliche Anschauung kann der Amerikaner, bei welchem vielfach nationale Vorurtheile zu überwinden sind, davon überzeugt werden, daß auswärts schöne kunstgewerbliche Arbeiten verfertigt werden.

Es wird in dieser Beziehung besonders die Bostoner Ausstellung von Einfluß auf den Export nach den Vereinigten Staaten sein.

Boston, wie überhaupt Neu-England übt, wie auf die Literatur, so auf die Gesellschaft und den Geschmack in Amerika den bestimmenden Einfluß aus, der ihm nur von New-York streitig gemacht wird. Sollten von Boston aus die deutschen Artikel in Mode gesetzt werden, so werden dieselben das Land in kurzer Frist erobern; andernfalls bleibt die Herrschaft bei England und Frankreich. Eindrücke solcher Art pflegen in Amerika durch die Presse mit Windeseile durch das Land getragen zu werden.

Importations dans l'île de Célèbes (Asie). Les principaux articles qui se placent facilement à Célèbes sont, d'après l'Export: Les étoffes de coton rouges, les shirtings et les jaconas blancs, les cotonnades imprimées à fond rouge; les fils rouges, blancs, verts et orange; les foulards, les flanelles légères, à bon marché; les divers articles d'habillement; les étoffes pour meubles à bon marché; les parapluies et ombrelles; les chapeaux de feutre noir; les souliers et les bottes vernis; les articles, bon marché, en fer et en acier; les orgues, boîtes à musique, harmonicas, violons; les allumettes; le lait condensé, le beurre.

Il y a une maison européenne établie dans l'île, à Bonthain, qui procède avec des correspondants d'Europe de la manière suivante: elle leur demande les marchandises qu'elle croit pouvoir écouler. Les bénéfices se partagent par moitié; la maison d'Europe reçoit en outre 2 1/2 de commission. Après la réception de l'avis de chargement, la maison de Bonthain solde la moitié de la facture et envoie des cafés en consignment pour le reste.

Exportations du district consulaire de Lyon aux États-Unis.

(D'après le Bulletin des soies et des soieries.)

	Pendant les années	
	1883	1882
	Fr.	Fr.
Soie grège	7,096,077.34	10,351,125.40
Soie, Organsins	198,076.10	102,237.65
Etoffes de soie et de velours	45,297,251.85	53,923,675.83
Rubans taffetas et velours	—	—
Tulles, crêpes, gaze, dentelles	855,691.10	212,322.05
Châles	—	—
Passenteries	31,331.85	16,180.85
Dorures et ornements d'église	822,361.82	823,609.62
Totaux	54,300,790.06	65,429,151.40

Handelsverkehr Englands im Jahre 1883.

Mouvement commercial de l'Angleterre en 1883.

	1883	1882	1881
	£	£	£
Einfuhr	425,603,932	412,603,932	396,773,350
Ausfuhr	239,829,744	241,467,162	234,022,673
Einfuhr an Edelmetallen	17,201,311	23,520,579	—
Ausfuhr „	16,414,211	20,989,250	22,502,819
	Exp.	Exp.	Exp.

Im Fabrik- und Handelsmarken-Register Deutschlands wurden seit 1. Mai 1875 (Datum der Anlage desselben) bis 31. Dezember 1883 12,076 Marken eingetragen, wovon 1331 auf Begehren ausländischer Firmen.

Jurispudence en matières commerciales. L'effet commercial par lequel un négociant mande à un autre négociant domicilié dans une autre place, de payer à son ordre une somme déterminée, constitue une lettre de change, même lorsqu'il est endossé directement par le tireur au preneur qui en a fourni la valeur. Cet effet devient, du moins, lettre de change par l'endossement que le preneur tiré en a fait à un tiers.

En conséquence, le porteur qui n'a pas fait protester à l'échéance, entre les mains du premier tireur, auquel provision avait été faite, encourt la déchéance de l'art. 170 C. comm. et ne peut plus recourir contre le tireur ou souscripteur. (Jugement rendu par la chambre civile de la Cour de cassation de France le 27 novembre 1883.)